

Réunion des ministres de SuisseLa situation militaire  
=====

Faire année après année le point de la situation militaire commence à devenir fastidieux. Pour vous, cela s'entend, qui devriez constater une fois de plus qu'il n'y a, en cet an de grâce 1953 comme du temps de Job, rien de nouveau sous le soleil. Pour nous, militaires, la chose est différente car, même si l'étude constante de l'état militaire des nations n'offre aucun élément palpitant, nous devons y procéder avec conscience si nous ne voulons pas être surpris, un jour ou l'autre, par un événement important dont les répercussions pourraient être graves.

L'an dernier le chef du SR de l'EMG vous a fait un tableau complet de la situation politico-militaire avec détails appropriés des forces en présence. Celui que je pourrais vous présenter aujourd'hui ne saurait guère en différer. Aussi je vous en ferai grâce et m'attacherais plutôt à vous exposer quelles sont les idées en cours sur l'usage qui pourrait être fait des forces militaires réellement disponibles, en d'autres termes quelles sont les conceptions stratégiques régnautes, cela pour autant qu'elles sont connues ou qu'elles peuvent être déduites de faits connus.

Lorsque, en 1951, j'ai eu l'honneur de l'exposé traditionnel, j'en avais d'ailleurs déjà consacré la deuxième partie à des considérations générales de caractère stratégique. En relisant mon texte j'ai été frappé par quelques passages qui ne correspondent plus à ma manière de voir actuelle et qui me serviront de base de départ pour vous faire saisir l'évolution qui semble s'être faite dans certains cerveaux militaires. Nous étions à ce moment-là à la fin des opérations actives de la guerre de Corée, encore très ignorants des leçons que l'on a su en tirer depuis, mais au début seulement du grand effort de réarmement que la principale puissance belligérante, les Etats-Unis, a dû consentir pour remédier à la faiblesse militaire due à une démobilisation

prématurée des armées mises sur pied pour venir à bout de l'Allemagne. Depuis lors les événements ont marché. Quelques problèmes politiques, bien peu à notre gré, se sont éclaircis. Si la situation relative des forces armées n'a que peu changé, l'atmosphère militaire - si vous me permettez cette expression - n'est plus tout à fait la même. C'est à déceler le sens et l'amplitude de cette évolution que je vais employer les quelques instants qui me sont impartis. Vous ne m'en voudrez pas si, passant du plan international au plan national, je réserve, à la fin de mon exposé, quelques minutes pour vous entretenir de notre armée pour elle aussi l'atmosphère s'est modifiée. Il n'est peut-être pas sans intérêt que nos diplomates qui, 11 mois sur 12, vivent en dehors de nos frontières, soient informés sur ce qui se <sup>fait</sup> ~~fait~~ au pays.

### I. La situation politico-militaire.

En vous disant tout à l'heure que je vous ferais grâce de la situation politico-militaire actuelle parce qu'elle ne diffère guère de celle de l'année dernière, je me suis un peu trop avancé. Je vous dois, je crois quelques mots qui pourront être brefs.

Dans le camp oriental l'ensemble du dispositif n'a pas subi de modifications dignes d'être relatées: le nombre des unités d'armées soviétiques n'a pas <sup>changé</sup> bougé; quelques divisions d'infanterie ont été transformées en divisions motorisées ou mécanisées et l'infrastructure d'aviation (aérodromes) semble avoir été complétée. L'armement et l'instruction des troupes des états satellites ont été améliorés sans qu'on puisse nécessairement accorder à cet acte du haut-commandement soviétique une valeur particulière et sans qu'on puisse dire si, en cas de guerre, celui-ci en retirerait un bénéfice certain. En parlant des rapports, même militaires, entre Moscou et ses satellites, il est avéré que nous passons du plan militaire au plan politique; cela ne me concerne donc plus, si ce n'est pour constater, avec les politiques que l'art de troubler les cartes et de maintenir adversaires et neutre dans la plus parfaite incertitude continue à être manié avec maîtrise par les dirigeants du Kremlin.

Du côté occidental la situation militaire s'est incontestable

ment en progrès, mais en progrès modestes. Il y a deux ans je m'étais permis de mettre en doute la possibilité de mettre sur pied, pour la fin de 1952, une armée NATO de 52 divisions ainsi que le demandait Eisenhower. Quelques mois plus tard, à Lisbonne, le programme fut réduit à 30 divisions immédiatement disponibles, 30 divisions de réserve et à 5000 avions de combat. Ce dernier programme est à peu près réalisé à l'heure actuelle, à l'exception des divisions de réserve pour lesquelles le matériel n'existe, probablement, qu'en quantité insuffisante et qui exigeraient, pour leur mise sur pied, des délais importants se chiffrant par mois. Or qu'est-ce que 30 ou même 60 divisions en face des 175 à 200 divisions soviétiques renforcées par 70 divisions des pays satellites et 5000 avions de combat (les derniers renseignements donnent même 3700 avions) en face de 20'000 avions ? Le déséquilibre n'est pas près de disparaître.

Malgré ce déséquilibre la guerre n'a pas éclaté et ce fait n'apporte, lui non plus, aucun élément nouveau dans l'appréciation de la situation politico-militaire mondiale. Les raisons, de nature militaire, qui peuvent expliquer cet état de fait ont été si souvent exposées qu'il est inutile que j'y revienne, cela d'autant moins que notre appréciation personnelle de la situation et les explications qui la justifiaient n'ont pas non plus varié depuis plusieurs années. Certains politiques et l'opinion publique en général tirent des événements de ces derniers mois, notamment du changement d'attitude du gouvernement de l'URSS, la conclusion d'une détente nettement marquée dans la tension internationale. C'est certain, vu sous l'angle politique, mais cette tendance, considérée sous l'angle militaire, est-elle de nature à faire modifier les plans élaborés par les états-majors ? J'estime que non, car aucun changement n'est intervenu dans le rapport des forces et, pour les Occidentaux, s'arrêter en chemin alors que leur situation est encore fortement déficitaire serait une erreur grave.

D'autre part il ne faut pas perdre de vue que de nombreux problèmes militaires qui peuvent avoir des répercussions profondes sur l'avenir du continent européen et du monde n'ont pas encore été résolus. Il suffit de rappeler ceux de l'armée allemande laquelle peut, avec le temps, jouer à nouveau un rôle prépondérant en Europe, - de l'aide américaine aux pays rattachés au Nato, aide qui peut aller en diminuant ou même cesser complètement, - de la guerre d'Indochine qui saigne l'armée française dans ses cadres et l'empêche de procéder au rétablissement nécessaire à l'équilibre des forces sur notre continent, - de la résistance opposée à tout effort de réarmement dans

de nombreux pays européens. Sans doute la guerre de Corée a pris fin mais quand, et comment, la paix sera-t-elle instaurée? Toutes ces questions, et bien d'autres encore car je n'ai cité que les principales, ne permettent pas aux militaires responsables de la préparation à la guerre d'accorder une trop grande importance à une détente de nature politique qui ne peut être que passagère. Ces mêmes militaires - et je ne parle pas spécialement des suisses - ont quelque peine à faire prévaloir leur point de vue que le moment n'est pas encore venu d'une relâche dans l'effort de défense, lorsque les peuples aspirent à une véritable paix prochaine et, à cette fin, cherchent à se bercer d'illusions, ou lorsque les tenants des ministères des finances ne savent plus comment faire pour couvrir les dépenses militaires en progression continue. C'est naturel. Dans un cercle de diplomates et de représentants du département politique qui ne se sentiront pas touchés par cette observation qui ne les concerne nullement, qu'il me soit permis d'exprimer mon étonnement de constater que, dans trop d'occasions où seuls les politiques et les diplomates devraient être habilités à agir ou à sévir, il soit si souvent fait appel aux militaires, que ce soit pour diriger les affaires de l'état comme en Egypte, en Iran et ailleurs, ou que ce soit pour constituer des missions d'armistice? Est-il vraiment nécessaire de mettre un colonel-divisionnaire à la tête d'une mission envoyée pour contrôler les clauses d'un armistice ou d'affubler d'un uniforme de SC le prieur d'Immensee appelé à faire partie de cette mission pour des raisons qui n'ont rien à voir avec les aptitudes militaires, lesquelles, vous le savez bien, n'ont que des affinités assez vagues avec celles, toutes de tact et de finesse, qu'on exige des diplomates? Serait-ce peut-être que, dans l'état actuel du monde, où relations diplomatiques internationales et guerre froide sont presque synonymes, il n'est plus possible de faire le départ entre ce qui est du ressort de la politique ou du militaire? Je crois toutefois que le monde irait mieux si chacun faisait uniquement son métier, celui pour lequel il a été formé. Appliquant cette maxime à mon cas d'espèce, je m'excuse de cette petite digression qu'il me plaisait d'introduire dans un exposé un peu aride et m'empresse de revenir à mon sujet, qui, dans sa deuxième partie, traite des conceptions en cours sur les opérations de guerre.

## II. Les conceptions stratégiques actuelles.

En réalité, avant de traiter ce sujet, des conceptions sur la conduite d'une guerre future, il est nécessaire, me semble-t-il, de dire quelques mots sur ce que j'ai appelé tout à l'heure l'atmosphère militaire du moment et de rechercher les causes de l'évolution qui s'est produite.

Il y a deux ans, après vous avoir brossé un tableau rapide de la situation militaire et avoir constaté un déséquilibre considérable, entre forces orientales et occidentales, j'avais qualifié cette situation d'"anormale" et avais émis l'opinion que ce déséquilibre était "une source de dangers permanents"; j'en tirais la conclusion: "ce qui est plus inquiétant encore est qu'un retour à une situation et à un équilibre normaux peut être marqué par des convulsions graves". En fin d'exposé, ayant présenté la renaissance d'une armée germanique comme un danger certain pour les Soviets et un des objectifs auquel ils devaient s'opposer à tout prix, j'ajoutais textuellement: "Pour eux le vrai péril réside dans le réarmement américain. Avec lui nous retrouvons le fait capital qui risque de transformer la situation politico-militaire internationale d'ici à un ou deux ans. A moins que les Russes déclenchent les hostilités auparavant, les Américains se trouveront posséder à ce moment-là un outil de guerre formidable, qu'ils ne pourront laisser inactif. Leur économie civile ne pourra vraisemblablement pas s'accommoder d'une situation de nation armée à l'extrême. Il faudra ou employer l'outil, c.à d. faire la guerre, ou remettre l'épée au fourreau, c.à d. démobiliser. Ceci, les Américains ne le feront pas sans avoir atteint leur but, la mise au pas de l'URSS, et sans avoir l'assurance que, pour des décades, ce pays a renoncé à vouloir imposer au reste du monde son idéologie communiste!"

Deux ans ont passé. La disproportion des forces armées est toujours aussi importante, surtout si l'on doit accorder créance à l'annonce faite par Malenkov relative à la bombe à l'hydrogène. L'armée allemande est encore dans les limbes et l'armée américaine n'est pas devenue cet "outil formidable" que l'on s'attendait. Je pourrais être tenté de considérer comme encore valables mes conclusions de 1951, à cette différence près du délai supputé à un à deux ans qu'il faudrait majorer fortement. En effet je n'ai pas de raison de croire que le déséquilibre existant soit moins dangereux et suis même certain que la reconstitution d'une armée allemande continue à être un des premiers sujets de craintes du gouvernement soviétique.

En revanche les renseignements reçus depuis quelques mois et certaines déclarations de dirigeants américains laissent entendre que, tout en poursuivant son effort de réarmement, le Pentagone n'a plus en vue - j'ignore d'ailleurs s'il l'a jamais eu - ce jour où, disposant d'une puissance militaire irrésistible, il devrait la mettre en oeuvre parce qu'il s'y verrait forcé, et résoudrait ainsi en sa faveur le problème de l'antagonisme russo-américain, apportant par là-même au monde entier la paix si ardemment désirée. Il semble au contraire qu'il désire s'acheminer peu à peu vers une solution moins coûteuse et plus conforme aux aspirations pacifiques du peuple américain, consistant à tenir prête en permanence une armée, en bonne partie aérienne, moins nombreuse que celle qui serait nécessaire pour partir en guerre, - à posséder des réserves instruites susceptibles de venir la renforcer dans des délais de quelques semaines ou même de quelques mois, - à organiser sa production industrielle de guerre pour qu'elle puisse s'adapter rapidement aux besoins des armées en campagne, - à ne pas lésiner sur les crédits de développement pour que les armes qui seraient alors fabriquées en masse soient à tout instant aussi modernes que possible, - enfin à faire un sérieux effort dans le domaine de la protection du territoire américain, de sa population et de son industrie, pour les mettre à l'abri de toute surprise stratégique. Ces mesures auraient pour effet d'autoriser de sérieuses compressions dans les dépenses militaires, surtout si une telle politique militaire devait être appliquée chez tous ses alliés qui, actuellement encore, lui sont si fortement à charge.

Il n'est pas exclu que les Etats-Unis soient suivis dans cette voie par d'autres pays, par la Grande-Bretagne notamment, qui doivent constater que, dans l'état actuel de la technique militaire et des frais qu'elle occasionne, le système de posséder des forces armées aptes à entrer très rapidement en campagne et suffisantes pour gagner la guerre n'est plus viable.

Si ces conceptions sur l'organisation de la défense nationale occidentale sont bien celles que je viens d'esquisser, il ne fait pas de doute qu'elles conduiraient à une évolution importante dans la situation politico-militaire internationale et qu'elles mettraient en défaut les prédictions formulées, voici deux ans, au moment de l'effort initial énorme consenti par le gouvernement et le peuple américains, pour faire face aux exigences de ce premier accrochage sérieux avec l'adversaire communiste, que fut la guerre de Corée.

Le développement de cette dernière guerre et les frais énormes qu'elle a coûtés pour le maigre résultat que nous connaissons, ne sont sans doute pas non plus étrangers à l'évolution qui s'est faite dans l'esprit des dirigeants américains en matière de préparation à la guerre. Tout porte à croire qu'elle se produira aussi dans d'autres esprits, en particulier dans ceux des maîtres de la Russie, car il est difficilement concevable qu'une économie nationale quelconque puisse s'accommoder des dizaines d'années durant de dépenses aussi improductives que le sont les dépenses militaires. Au-delà du rideau de fer les conditions sont naturellement très différentes de ce qu'elles sont en Amérique ou en Europe occidentale. Aucun indice ne décèle, à ce point de vue, une modification quelconque dans le degré de préparation à la guerre et, grâce à la toute puissance qui est celle du gouvernement soviétique, la situation actuelle, avec tous les dangers qu'elle présente, peut durer encore de nombreuses années.

En conclusion je ne suis pas loin de penser que la situation, telle que nous la connaissons depuis plus de deux ans, depuis l'ouverture des hostilités en Corée, soit si "anormale" que cela me paraissait en 1951. Il peut s'écouler encore de nombreuses années jusqu'à ce que nous puissions espérer revoir un état d'équilibre plus favorable à la conservation de la paix ou de ce que l'on convient d'appeler aujourd'hui la paix. L'évolution de la situation mondiale peut être si rapide que nous devons être prudents, nous garder plus que jamais de pronostics et nous attendre à tout, aux mieux et au pire.

Les causes de l'évolution que je crois pouvoir déceler sont d'ordre psychologique, matériel et financier.

Psychologique, car les peuples qui, depuis 1945, ont dû participer à des opérations de guerre commencent à être fatigués de l'effort militaire qui leur est demandé et tolèrent avec peine les pertes humaines et matérielles que ces opérations entraînent. Ce phénomène est particulièrement marqué aux Etats-Unis et en France, probablement aussi en Corée et en Chine. Dans les autres pays, dans le nôtre <sup>également</sup> aussi, on a fini par s'habituer au climat de tension qui est celui de la guerre froide; on pense que, existant depuis 5 à 6 ans, il n'y a pas de raison pour que cette situation change.

Matériel, en ce sens que, devant se rendre compte de l'extrême rapidité d'évolution de la technique des armements, on estime qu'il n'est plus possible de tenir prêt en permanence un instrument, armées de terre, flottes aériennes ou marines de guerre, suffisant pour entrer en guerre du jour au lendemain et, en même temps, à la

hauteur des exigences techniques les plus modernes. La crainte, certainement exagérée, de voir la puissance atomique rendre superflus tous les autres moyens de combat est une des manifestations la plus caractéristique de cet état d'esprit.

Financier, car la très grande majorité des états du globe ont à se débattre dans de telles difficultés financières, budgétaires ou économiques, qu'ils en rendent responsables les dépenses militaires oubliant peut-être que ces dernières ne sont pas seules causes de ces états de marasme mais que des motifs de nature politique ou sociale y ont leur large part. Il suffirait de rappeler, à cet égard, que les Etats-Unis qui supportent depuis 3 ou 4 ans les plus lourdes charges militaires, sont, encore, actuellement du moins, le pays où la situation économique et financière est la plus prospère. Cette remarque restrictive ne saurait naturellement infirmer le fait que les dépenses militaires ont partout atteint un niveau extrêmement élevé, dû au coût de plus en plus grand de la technique moderne des armements. Cet état de fait est inquiétant; il préoccupe à juste titre les gouvernements, les militaires aussi bien que les civils et favorise les oppositions toujours plus nettes des gouvernés. Il serait désirable que ce la change; ça, c'est du domaine des politiques car les militaires, pour autant qu'ils ne jouent pas eux-mêmes aux politiques, ne peuvent faire autrement que leur dire, en reprenant la tournure d'une formule bien connue: "Faites-nous une politique de paix, je vous ferai une armée peu nombreuse et partant peu coûteuse."

Malheureusement nous n'en sommes pas encore là et les militaires, ayant allègrement rejeté sur d'autres le fardeau des responsabilités, - certains même abusant peut-être d'une situation qui les met en vedette - sont bien obligés de songer à leur métier et de faire des plans de batailles.

Quels sont les facteurs principaux dont ils devront tenir compte et qui serviront de base à leurs calculs? C'est ce que je vais examiner maintenant en me bornant aux grandes lignes du sujet.

Pour nous tous qui avons tant soit peu étudié l'histoire, qui avons vécu deux grandes guerres et qui avons pu suivre les transformations survenues depuis 30 à 40 ans dans la conduite des opérations les considérations suivantes pourraient paraître superflues. Ne savons-nous pas que, dans la première grande guerre, les chars et les avions n'ont joué qu'un faible rôle, en fin d'opérations tandis que, dans la deuxième, ils ont été les facteurs déterminants des succès initiaux foudroyants des Allemands et de la victoire finale des Alliés? Nous

n'ignorons pas non plus que la guerre est devenue totale et qu'elle marque de son emprise tous les habitants des nations en lutte, civils aussi bien que militaires, qu'elle n'épargne pas plus les régions éloignées que celles où se déroulent les combats, que les objectifs préférés de ses coups sont tout autant les installations industrielles et les réseaux de communications que les forces armées adverses.

Et pourtant nous raisonnons encore trop souvent comme si la défense nationale était presque uniquement l'affaire des soldats. La notion de front, par conséquent de ligne, revient à tout instant dans les considérations sur des opérations éventuelles futures. On se demande, par exemple, à propos de la résistance que les nations occidentales pourraient offrir à un envahisseur moscovite, si c'est sur la ligne de l'Elbe ou sur celle du Rhin qu'il faudrait combattre. Les stratèges n'ignorent sans doute pas la notion de surface avec laquelle ils doivent compter à l'avenir, soit dans le sens de la profondeur à donner à un dispositif défensif, soit dans celui de la nécessité de prévoir des actions pouvant surgir jusque dans les derniers recoins du territoire à défendre. Pour eux ce n'est même plus la surface à deux dimensions qui les préoccupe mais l'espace à trois dimensions, espace qui, étant donné la faiblesse toujours relative des moyens dont ils disposent, leur pose des problèmes difficiles à résoudre. Les civils ont bien entendu parler des bombardements aériens sur les arrières ou même les ont vécus; il est étonnant de constater combien cette évolution dans les procédés de faire la guerre les laisse indifférents.

Du point de vue purement militaire la formation de fronts continus n'est plus concevable, ce qui ne veut pas dire que les lignes géographiques aient perdu toute signification, qu'il s'agisse soit de lignes formant obstacles comme le cours d'un fleuve ou la barrière des Alpes, soit de la ligne d'un rivage maritime susceptible d'opérations amphibies de débarquement. A cet égard la ligne de l'Elbe ou celle du Rhin, pour reprendre l'exemple de tout à l'heure, sont des concepts parfaitement admissibles si on les considère comme limite avant de la région où on commencera à résister à l'envahisseur terrestre. Les transformations qui ont marqué la tactique, où depuis longtemps déjà le coude à coude n'est plus possible, vont, dans les opérations futures menées à l'échelon stratégique, se faire sentir toujours davantage. Les campagnes de 1939 et 1940 puis certaines phases ultérieures de la deuxième guerre mondiale ne sont que les premières manifestations d'une stratégie nouvelle, nouvelle en ce sens seulement qu'elle s'appliquera à des étendues de terrain infiniment plus considérables, à l'échelle du globe et non plus seulement à l'échelle des champs de

batailles ou des régions où se déroulèrent jusqu'ici les campagnes militaires. Cela revient à dire que, plus que jamais, il faudra posséder des armées mobiles et les faire manoeuvrer comme le faisait, par exemple, un Napoléon lorsque, après avoir concentré ses corps d'armée par des marches sur des distances parfois considérables, il les déplaçait sur quelques kilomètres carrés au gré des fluctuations de la bataille. Le but de toute guerre sera toujours de mettre à merci l'adversaire, de façon aussi complète que possible, en détruisant ses forces armées et en occupant son territoire.

On pourrait opposer à cette théorie sur la stratégie future la toute dernière en date des guerres, la guerre de Corée. Là en effet il s'est créé un front continu appuyé des deux côtés à la mer comme le fut, de 1914 à 1918, le front de guerre au nord-est de la France, et cette situation a duré deux ans avec quelques mouvements d'avance et de recul. En outre, cette guerre, pour le moment du moins, s'est terminée sans qu'aucun des belligérants n'ait mis l'autre à merci. Il ne faut pas oublier qu'il s'est agi d'une guerre très spéciale, tant du point de vue tactique que stratégique et que, sous ce dernier angle, la politique a empêché le commandement américain d'appliquer les règles d'une saine stratégie.

Dans cette dernière guerre aussi l'aviation n'a pas non plus joué le rôle qui sera le sien si jamais une grande conflagration devait à nouveau opposer deux puissants adversaires. En Corée l'aviation américaine n'a même pas eu la peine de conquérir la maîtrise de l'air; à part quelques incursions d'appareils partant de Mandchourie, qu'il lui était interdit de survoler, elle était seule à se déplacer dans le ciel coréen. Ce fait aussi doit engager à être très prudent dans les leçons tactiques qu'on serait tenter de tirer des combats de cette campagne.

Or l'aviation, bien plus que les blindés et même que l'arme atomique, est le facteur capital dont il faut tenir compte lorsqu'on envisage ce que pourrait <sup>être</sup> une guerre dans l'avenir. Ce n'est pas sans raisons que, dans tous les pays qui doivent posséder des forces armées aptes aussi bien à l'offensive qu'à la défensive stratégiques, le budget de l'aviation est à peu de choses près du même ordre de grandeur que celui de l'armée de terre et cela bien que ses effectifs en personnel soient très inférieurs. Je n'ai pas besoin de développer cette thèse tant les faits qui ont illustré cette évolution de la guerre sont patents. Il me faut simplement insister sur un point peut-être moins généralement connu: c'est que l'aviation en tant qu'instrument stratégique de la guerre a infiniment plus d'importance que comme instrument

tactique et que cette importance risque bien d'aller en croissant, soit que l'aviation stratégique à grande distance et à grand rendement serve toujours plus aux actions de bombardement sur les arrières - réserves ennemies, centres industriels, réseaux de communications, populations civiles, etc. - soit qu'elle soit utilisée pour le transport des troupes aéroportées qu'on engagera aux points où l'on veut obtenir la décision.

Ce n'est, je crois pas m'avancer trop en pensant que les blindés, qui sont devenus une arme absolument nécessaire des troupes terrestres dans leurs actions défensives aussi bien qu'offensives, pourraient ne plus pouvoir jouer à l'avenir le rôle d'instrument stratégique qu'ils ont joué dans le dernier conflit. Les progrès réalisés par la défense antichars et, surtout, l'aviation leur interdiront ou, du moins, en diminueront sensiblement l'efficacité.

C'est en partant du même ordre d'idées qu'il faut apprécier le sens et la portée à donner à l'aviation tactique et même à l'arme atomique employée à l'échelon tactique. Il s'agit de moyens de combat très efficaces sans doute mais qui n'ont, toutes proportions gardées, pas de signification très différente de celle qu'on a été amené à accorder au canon, à la mitrailleuse, aux gaz de combat, aux lance-flammes, etc. lorsque ces engins furent introduits dans l'arsenal des armes mises entre les mains des combattants.

L'arme atomique elle-même, utilisée à des fins stratégiques augmentera puissamment l'efficacité des bombardements aériens; elle ne saurait modifier à elle seule les données du problème stratégique lui-même, car l'effet de surprise des 2 bombes atomiques de 1945 ne se répétera pas nécessairement et il n'est pas dit, au surplus, que cet engin extrêmement meurtrier soit employé, si chacun des belligérants le possède, car il s'agit d'une arme à deux tranchants par les représailles qu'elle peut entraîner. Utilisée en revanche à des fins tactiques, sous forme de projectiles atomiques lancés par un canon ou par fusée ou même largués par avion, cette nouvelle arme risque bien de faire partie dorénavant des moyens de combat si non normaux, du moins exceptionnels. Sa caractéristique est de pouvoir mettre hors de combat, de façon radicale, tout adversaire se trouvant dans le rayon de 1 à 2 kilomètres du point d'éclatement et de créer ainsi une brèche au travers de laquelle l'assaillant pourra progresser. Cette tactique, plus encore que la mitrailleuse, le canon classique ou la bombe d'avion interdira la constitution de fronts jointifs garnis de combattants et obligera le défenseur à espacer ses centres de résistance et à disposer de réserves mobiles plus nombreuses.

Ces quelques considérations, qu'il faudrait étendre à quantité d'autres questions si l'on voulait saisir ne serait-ce que les aspects principaux de la guerre moderne, doivent suffire pour que vous puissiez admettre, avec moi, le rôle primordial que dans un conflit futur jouerait sans doute l'aviation, notamment l'aviation stratégique. Ce fait ne signifie nullement que les autres questions, celles intéressant l'armée de terre, son armement et son instruction, celles concernant la protection de la population civile ou l'économie de guerre, puissent être négligées. J'ai cru devoir, pour être suffisamment persuasif et ne pas être trop long, me limiter au problème du rapport fondamental existant entre la stratégie et la tactique. Il ne faut jamais perdre de vue que grâce à une bonne tactique on gagne les batailles mais qu'avec une bonne stratégie on gagne la guerre. Les Allemands en ont fait la cruelle expérience il n'y a pas très longtemps.

### III. La défense nationale suisse.

Pour tenir ma promesse de consacrer quelques minutes à l'armée suisse et à notre défense nationale, <sup>R dois être engagé à</sup> nous ~~devons~~ redescendre des hauteurs où j'ai cru devoir vous entraîner. <sup>Cela</sup> ~~il~~ est même nécessaire que ~~je vous y engage~~ car vous pourriez tirer de mes élucubrations sur la stratégie mondiale des conclusions fâcheuses, celle, par exemple, que ne disposant pas d'aviation stratégique ni d'arme atomique, et ne possédant qu'une aviation tactique très modeste nous sommes bien prétentieux de croire que nous pourrions offrir à un agresseur doté de tous ces moyens une résistance quelconque. Si vous avez entendu des officiers parler de nos lignes de défense classiques de la Limmat, du Napf-Hauenstein, de la Menthue ou de la Sarine, vous pourriez penser que nous sommes bien vieux jeu en matière de tactique. Quant à une stratégie suisse vous pourriez être tentés de sourire; il est de fait que c'est tout juste si on ne nous interdit pas d'user de ce vocable. Je vous dois donc quelques explications.

Auparavant, deux mots sur notre situation militaire:

L'organisation des troupes de 1951, dont la mise en vigueur a exigé que l'année 1952 fut consacrée à des CR de détail, peut être considérée comme adaptée aux besoins actuels, à quelques ajustages près. Cette année est de nouveau normale, en ce sens que les manœuvres d'unités d'armée ont repris leur rythme habituel sur la base d'un cycle de 3 ans.

- Le programme d'armement, adopté également par les Chambres en 1951, est en cours d'exécution; les livraisons du matériel nouveau dureront encore jusqu'en 1955, peut-être même plus tard pour les armes de DCA ainsi que pour les chars, dont la nécessité est reconnue mais sur lesquels le choix du modèle fait encore présentement l'objet des délibérations d'une commission spéciale. Les constructions (magasins à munitions, cavernes d'aviation, etc.) sont moins avancées et l'achèvement du programme risque de s'étendre jusqu'à 1956 et 1957, malheureusement avec prévision d'un dépassement assez sensible des frais.
- En matière de protection de la population civile, nous en sommes toujours encore au stade des discussions, exception faite de la création de la troupe de PA prévue par l'organisation des troupes de 1951; nous ne sommes donc guère plus avancés que la plupart des autres pays et, comme pour eux, notre population n'est pas encore près d'avoir conscience de l'effort qui reste à faire.
- Le principal problème qui occupe les autorités militaires et qui préoccupe le Conseil fédéral est celui des dépenses militaires: trop élevées au gré de certains de nos parlementaires et d'une partie de l'opinion publique, tout juste suffisantes à l'appréciation de ceux qui pensent que le moment n'est pas encore venu de désarmer et qui constatent que, dans les conditions de la technique militaire moderne, une armée apte à remplir les tâches qu'on attend d'elle est un instrument très coûteux. Il est évident qu'il s'agit d'un problème politique au premier chef.

Passons à nos conceptions de défense nationale militaire qui n'ont pas varié depuis plusieurs années et qui, de ce fait, pourraient paraître peu adaptées à l'évolution que j'ai cru pouvoir déceler dans les conceptions en vigueur dans les états-majors étrangers.

Un premier point qu'il ne faut jamais perdre de vue est que nous sommes un très petit pays, qui ne jouerait absolument aucun rôle dans la stratégie mondiale. Au temps où l'espace aérien est devenu une voie de communication presque aussi importante que le sol que nous foulons journallement, les passages alpins helvétiques n'ont plus du tout la même signification qu'il y a 12 ou 15 ans. Notre potentiel industriel est peu de chose au regard des puissances industrielles américaine, anglaise, soviétique ou même de l'Europe occidentale continentale. Le fait de posséder des réserves bancaires intéressantes

ne saurait à lui seul justifier des opérations coûteuses dans le but de s'emparer de lingots d'or et de titres qu'il est facile d'évacuer en peu de temps. L'unique raison qui pourrait engager l'un des partis en guerre à pénétrer sur notre territoire ressortit au domaine idéologique et au fait que la distinction entre belligérants et neutres n'est plus de mise aujourd'hui. Nous risquons d'être mis dans le même panier que tous les autres pays du globe.

Un deuxième point qui doit être déterminant dans nos conceptions de défense est que, grâce à notre système de service obligatoire et général appliqué de façon plus absolue que dans n'importe quel autre pays et grâce à la continuité et à l'intensité de l'instruction militaire que nous donnons à nos milices, nous disposons de forces armées relativement très supérieures à celles des autres nations, proportion encore renforcée par l'exiguïté des frontières réellement vulnérables et des régions intérieures dans lesquelles pourraient se dérouler les opérations de vastes armées modernes. Une condition cependant doit être ajoutée à ces deux facteurs favorables: c'est que nos troupes soient dotées d'un armement et d'un équipement de haute qualité leur permettant de se mesurer avec un adversaire disposant lui-même d'armes modernes. Rien ne serait plus déprimant, pour notre soldat et ses chefs, de devoir constater que leur infériorité numérique inévitable est aggravée par une infériorité matérielle manifeste.

Ces facteurs avantageux doivent nous permettre sans conteste de concevoir une stratégie tendant à faire front contre l'agresseur, si possible au plus près de la frontière, si non, sur les lignes de défense favorables un peu plus à l'intérieur du territoire et, en dernier ressort, dans le réduit. Fronts et lignes de défense ne sauraient avoir, pour nous, la même signification critiquable que celle que j'ai relevée en parlant de la stratégie mondiale. Ils n'ont pas non plus le sens linéaire qu'on leur accordait autrefois. Notre stratégie et notre tactique, sont, elles aussi, fondées sur les notions de profondeur et de protection des arrières reconnues comme absolument nécessaires par les stratèges étrangers. Ces deux termes n'ont pas d'autre but que de matérialiser la volonté que nous avons d'interdire à qui ce soit de pénétrer en ennemi sur notre sol national.

L'extension de la guerre aérienne ou l'usage de la bombe atomique ne sauraient pas non plus mettre en défaut nos conceptions de défense. Nous sommes parfaitement conscients que, en cas d'hostilités se déroulant sur notre territoire, nous aurons à encourir des pertes terribles et à supporter des bombardements extrêmement meurtriers. L'exemple de nombreuses populations étrangères au cours de la dernière guerre nous est garant que, moyennant des précautions d'ordre matériel et un bon moral, ces actions de guerre, qui affecteraient surtout les civils, ne pourraient empêcher l'armée de remplir sa mission de protection du territoire national. Il serait sans doute désirable que notre propre aviation et nos formations de DCA soient plus nombreuses. De toute façon elles ne pourraient fournir qu'une protection relative. Entre consacrer à la défense antiaérienne la majeure partie de nos moyens financiers, sans espoir au surplus de la rendre tant soit peu satisfaisante, et utiliser nos moyens par priorité en faveur de l'armée de terre, nous avons choisi le deuxième terme qui nous a paru plus conforme à nos besoins et à nos intérêts. Sur ce point, comme sur tant d'autres, nous sommes allés notre propre chemin soucieux seulement de nous préparer avec conscience à faire face aux événements qui pourraient survenir.

---